

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées CNAM FG 15 \(6\)](#)[Item Jean-Baptiste André Godin au ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, vers 1861](#)

Jean-Baptiste André Godin au ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, vers 1861

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (6)

Collation 2 p. (185v, 184bisr)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, vers 1861, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/41924>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [vers 1861](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Ministère de l'Agriculture et du Commerce \(France\)](#)

Lieu de destination Paris

Description

Résumé Godin attire l'attention du ministre sur le grave préjudice que cause à son industrie l'exigence de l'administration des douanes de faire obligation aux bateaux chargés de coke et de houille venant de Belgique de décharger à leur arrivée en France. Godin explique que le déchargement à Maubeuge coûte 400 F sans compter la détérioration de la marchandise et il ajoute que cela s'ajoute au coût prohibitif du transport sur le canal de jonction de la Sambre à l'Oise, qui contraint à utiliser les chemins de fer pour des transports importants. Il demande au ministre s'il n'est pas possible, pour éviter les fraudes, de plomber les bateaux avec des cordes et de charger un agent des douanes de la vérification au moment du débarquement. Godin indique au ministre que la situation actuelle menace de mettre au chômage les 800 à 1 000 ouvriers de son usine.

Notes Eugène Rouher (1814-1884) est ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics du 3 février 1855 à 23 juin 1863.

Mots-clés

[Chemins de fer](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Ressources naturelles](#), [Transport de marchandises](#)

Lieux cités

- [Belgique](#)
- [Canal de la Sambre à l'Oise](#)
- [Maubeuge \(Nord\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 14/09/2022

Dernière modification le 26/04/2023

281
et son laudable efforcement
de l'industrie de l'agriculture de commerce
et des travaux publics

efforcement de l'industrie

Les mesures que le gouvernement a
usées de prendre en faveur de l'établissement
de l'industrie, ont permis de voir advenir
sans attention sur le grand préjudice causé
à l'industrie et au commerce de cette contrée
et à son nom de Guise en particulier,
par l'obligation imposée par la loi de
aux bateaux chargés de cette et de l'autre rive
de Belgique par la double taxation, de mettre
à leur leur chargement à leur entrée en
France. D'après l'efforcement de l'industrie le
canal de jonction de l'autre et de l'autre n'est
pas un de ceux avec lesquels le transport
aient sans ces avantages margués que le
gouvernement a dû de voir par le rachat des
canaux ou l'abaissement des droits de navigation
des mesures rigoureuses prises par l'administration.
L'absence des mesures en cette voie de l'ignorance
à une stricte prohibition de transport
on est de l'abaissement des bateaux de cette
ne peut différer à l'embargo sans que l'on
d'ailleurs les franchises et ceux qui les donnent
à une distinction notable de la marchandise

184
il faut donc renoncer à la voie d'un pour
un transport important à qui on a une
monopole en faveur des chemins de fer. et pour
l'industrie une situation blâmable et
onirique qui se présente pas à voir que
le gouvernement ait à qui mesurer les conséquences
dans cela il est sûr au moyen de la police

on s'agit-il pas on est sûr d'être en
embarras en plombant les bateaux au moyen
de simples cordes et en chargeant un agent de
la douane d'accompagner au débarquement à l'étranger
si les motifs des mesures inutiles prises récemment
ont été vains la France ne serait pas si
impuissante et l'industrie ne serait pas guidée
à charge exorbitante au lieu de avantages
que le gouvernement cherche à donner en
faveur de son développement

par la police qui doit s'occuper bien
d'empêcher la fraude au sein de la nation
si des mesures doivent prochainement être prises
pour éviter les difficultés que par l'absence
de bons agents, difficultés que l'on résout
pas en s'abandonnant à des agents étrangers
et qui aujourd'hui menacent à chaque instant
de compromettre les 500 à mille ouvriers
occupés dans nos usines malgré les difficultés que
je suis obligé de faire

je suis avec le plus profond respect
votre dévoué et fidèle
de votre dévoué

Le très humble serviteur

Barth